

Édito

Vigilance et résistance

Par Francis Van de Woestyne

D'après une étude de la Ligue belge des droits de l'homme, la Belgique a, en 20 ans, mis en œuvre une grande partie du programme "immigration" du Belang. Un catalogue en 70 points qui, lorsqu'il avait été présenté, avait suscité le dégoût.

Quand on examine froidement l'étude, on ne peut contester qu'il y a eu, au fil des ans, une certaine porosité des programmes des partis politiques traditionnels à l'égard des thèses défendues par les extrémistes flamands. La création d'un secrétariat d'Etat à la Migration, les expulsions collectives, le durcissement de l'accès à la nationalité, l'installation de centres fermés pour étrangers en séjour illégal... ces dispositions sont devenues réalité. On ne peut ainsi nier, comme avec le FN en France, que les idées défendues par les partis xénophobes irradient bien au-delà de leur zone d'influence. Faut-il pour autant en déduire

que nos démocraties sombrent dans une xénophobie rampante? Non. Mais les politiques actuelles traduisent un malaise, une évolution des mentalités. Car s'est développé, dans l'opinion publique, le sentiment que l'intégration était, dans certains quartiers, un échec. Parce que la volonté d'accueil était insuffisante et parce que le désir d'intégration était lui aussi trop timide. Face à ces difficultés, le pouvoir politique a souvent laissé se développer des situations délicates et s'est tu, offrant ainsi aux partis extrémistes le cadeau de la colère et de la révolte.

Que faire? D'abord investir dans l'intégration, le "vivre ensemble". Mais aussi oser nommer les problèmes. Un parti qui se préoccupe de sécurité n'est pas un parti sécuritaire. Les xénophobes, racistes, auront toujours tort. Pour éviter d'avoir recours à leurs solutions ultimes, il faut oser dénoncer des problèmes et les gérer avec fermeté et humanité. Mais sans angélisme.